

L'évolution de la doctrine nucléaire américaine de contreforce

The Evolution of the American Nuclear Doctrine of Counterforce

Charles-Philippe David

Volume 17, Number 1, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701961ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701961ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

David, C.-P. (1986). L'évolution de la doctrine nucléaire américaine de contreforce. *Études internationales*, 17(1), 5–31. <https://doi.org/10.7202/701961ar>

Article abstract

There has been a tendency lately in the United States to talk about the breakdown of the domestic consensus on the purpose of American nuclear strategy. The Reagan administration policies have been largely responsible for the growing felt need by many to question the doctrine and plans underlining that strategy. Why did the erosion of the strategic consensus take place? One explanation examined in this paper is that the U.S. government has appeared in its nuclear strategy to emphasize more and more counterforce and limited nuclear war plans as its nuclear weapons policy, and therefore has become increasingly receptive to the idea that atomic bombs can be treated like conventional weapons and thought in ways characteristic of the pronuclear world. The central purpose of this article is to analyze how those two phenomena - the attractiveness of counterforce and the erosion of the strategic consensus - are related to one another. The evolution of the doctrine of counterforce is assessed through a survey of the literature from 1974 to 1984, and particularly from 1980 with the coming to power of the Reagan administration.

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE NUCLÉAIRE AMÉRICAINNE DE CONTREFORCE*

Charles-Philippe DAVID**

ABSTRACT — *The Evolution of the American Nuclear Doctrine of Counterforce*

There has been a tendency lately in the United States to talk about the breakdown of the domestic consensus on the purpose of American nuclear strategy. The Reagan administration policies have been largely responsible for the growing felt need by many to question the doctrine and plans underlining that strategy. Why did the erosion of the strategic consensus take place? One explanation examined in this paper is that the U.S. government has appeared in its nuclear strategy to emphasize more and more counterforce and limited nuclear war plans as its nuclear weapons policy, and therefore has become increasingly receptive to the idea that atomic bombs can be treated like conventional weapons and thought in ways characteristic of the pre-nuclear world. The central purpose of this article is to analyze how those two phenomena — the attractiveness of counterforce and the erosion of the strategic consensus — are related to one another. The evolution of the doctrine of counterforce is assessed through a survey of the literature from 1974 to 1984, and particularly from 1980 with the coming to power of the Reagan administration.

Ces derniers temps, aux États-Unis, on a eu tendance à parler de la rupture du consensus national sur le but de la stratégie nucléaire américaine. Ce sont surtout, dans une large mesure, les politiques de l'administration Reagan qui ont suscité chez de nombreuses personnes le sentiment croissant de la nécessité de remettre en question la doctrine et les plans sous-jacents à cette stratégie. Ces dernières années, différents groupes tels que « *Ground zero* », le « *Freeze movement* », « *No-first-use* » et la Conférence des évêques catholiques ont exprimé leur opposition à l'esprit et à la lettre de la doctrine américaine de « contreforce » (qui préconise une attaque nucléaire limitée contre les forces militaires ennemies). Cela a engendré une érosion substantielle du « consensus stratégique national qui a caractérisé l'opinion des dirigeants et du peuple américains, en matière d'armes nucléaires, depuis la Seconde Guerre mondiale ». ¹ Pourquoi cela s'est-il produit? On peut apporter

* L'auteur remercie Richard Ullman et Robert Gilpin de l'Université Princeton, ainsi que le *Centre for Science and International Affairs* de l'Université Harvard, pour leur aimable coopération. Merci aussi à M. Thériault et M. Bouchard du Secrétariat d'État (service de traduction) pour leur assistance technique.

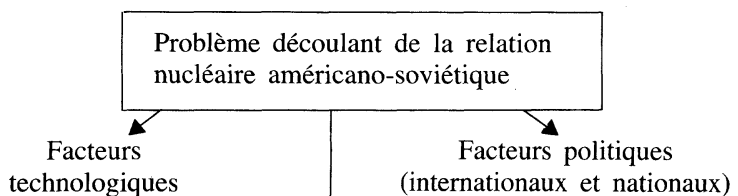
** *Professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec).*

1. Robert GILPIN, « The Dual Problems of Peace and National Security » *Political Science*, 17, hiver 1984, p. 18.

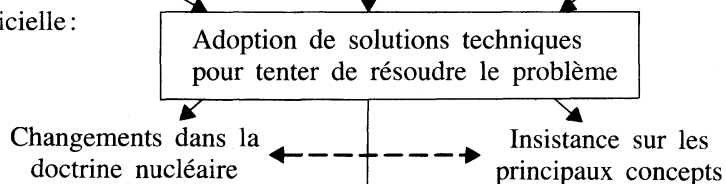
plusieurs réponses à cette question et, sans aucun doute, elle sera examinée par ceux qui étudieront la stratégie au cours des années à venir. Une explication possible du phénomène est la détérioration sérieuse des relations américano-soviétiques depuis l'invasion de l'Afghanistan, en 1979. Une autre raison est le peu de succès des pourparlers actuels sur le contrôle des armements, dont l'avenir semble être très peu encourageant. À mon avis, il existe une troisième possibilité qui explique davantage et d'une façon plus approfondie la rupture du consensus stratégique. Dans sa stratégie nucléaire, le gouvernement des États-Unis a semblé mettre l'accent sur une contreforce de plus en plus grande et sur des plans de guerre nucléaire limitée. Il a adopté cette politique sur les armes nucléaires parce qu'il est devenu de plus en plus réceptif à l'idée que les bombes atomiques peuvent être traitées comme des armes classiques et conçues de façons caractéristiques du monde pré-nucléaire.² Par conséquent, la question centrale à résoudre ici consiste à déterminer comment ces deux phénomènes, l'attrait de la contreforce et l'érosion du consensus stratégique, sont reliés l'un à l'autre ?

La réponse à cette interrogation réside tant dans le succès que dans l'échec de l'approche technique préconisée par le gouvernement des États-Unis pour résoudre les dilemmes nucléaires. D'une part, la popularité de la doctrine de contreforce doit être expliquée par le fait qu'elle crée l'illusion qu'elle est une solution technique des problèmes découlant de la relation atomique américano-soviétique. Cependant, d'autre part, cette approche technique produit des revirements d'opinion dans l'esprit de la population, parce qu'elle semble ne plus avoir aucun rapport avec les réalités du monde nucléaire. Par conséquent, à mon avis, l'approche technique adoptée par le gouvernement américain en matière de stratégie nucléaire est le facteur qui contribue le plus à la mise en place de la contreforce et à la rupture du consensus stratégique. L'analyse qui suit traite de l'interaction qui se produit entre l'approche technique, la doctrine de contreforce et l'appui donné par la population à la stratégie nucléaire des États-Unis. Le diagramme suivant illustre cette interaction :

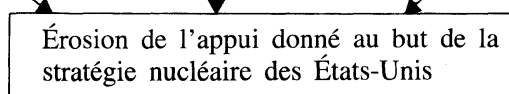
1 – Dilemme :



2 – Solution officielle :



3 – Réaction de la population :



2. Robert JERVIS, *The Illogic of American Nuclear Strategy*, Ithaca, Cornell University Press, 1984, p. 14 et 29.

L'étude de l'évolution de la doctrine de contreforce couvrira la période allant de 1974 à 1984 (en particulier à partir de 1980), puisque cette doctrine n'a été promulguée officiellement qu'il y a dix ans, même si au sein du Pentagone, la contreforce a été adoptée comme plan de guerre nucléaire militaire bien avant 1974. Ce qui advint par la suite est mentionné dans la citation suivante :

Les déclarations publiques des hauts fonctionnaires responsables de la défense des États-Unis ont rendu la politique officielle de plus en plus conforme à la politique effective en matière d'établissement d'objectifs. Nous avons eu pour objectifs les forces militaires et les dirigeants soviétiques pendant des décennies... Les États-Unis rendent maintenant cette politique explicite. Au cours de la dernière décennie, chaque administration a pris des mesures concrètes afin de rendre cette politique plus effective.³

Malgré l'insistance de McNamara sur la flexibilité stratégique, au début des années 1960, on a entendu jusqu'en 1974 pour mettre au point la stratégie déclarée de façon à ce qu'elle traduise mieux les plans relatifs à l'établissement des objectifs.⁴ En conséquence, l'évolution de la contreforce, qui a commencé en janvier 1974, doit être considérée comme une tentative graduelle et persistante de trois différentes administrations pour concevoir des moyens d'échapper à l'inévitabilité de la destruction mutuelle assurée (MAD), si jamais les armes nucléaires étaient utilisées. La doctrine de la destruction mutuelle assurée existait depuis la fin des années 1950, mais elle n'avait jamais présenté de problème réel à Washington avant le début des années 1970, époque où la flexibilité nucléaire commença à être perçue comme nécessaire et désirable, sur les plans technique et politique.

I - LE BESOIN D'OPTIONS NUCLÉAIRES LIMITÉES (1984)

Le premier grand défi qui explique, en fin de compte, le besoin ressenti d'une stratégie de contreforce découlait de la mise au point par l'Union soviétique, au cours des années soixante et au début des années soixante-dix, d'une capacité de deuxième frappe extrêmement grande. Cet événement a fait comprendre pour la première fois aux Américains que les deux superpuissances possédaient un pouvoir de destruction nucléaire égal. Au début des années 1970, les stratèges américains sont devenus de plus en plus inquiets au sujet de l'accumulation d'armements stratégiques par les Soviétiques, laquelle a permis à l'URSS d'atteindre la parité avec les États-Unis. Le problème nucléaire est devenu particulièrement aigu : les États-Unis ne pouvant plus se servir de leur supériorité pour atteindre leurs objectifs puisque l'URSS avait dorénavant différentes possibilités de rendre inefficace la politique déclarée des Américains concernant la destruction assurée (c'est-à-dire fondée sur une utilisation massive, relativement peu différenciée, des armes nucléaires). En fait, le dilemme consistait en ce que, pour la première fois, la situation était celle illustrée par les paroles du secrétaire à la Défense d'alors, James Schlesinger :

3. Leon SLOSS et M.D. MILLOT, « U.S. Nuclear Strategy in Evolution », *Strategic Review*, 12, hiver 1984, p. 26.

4. Voir Paul BUTEUX, « Trends in Superpower Strategic Doctrine », dans R.B. BYERS, éd., *Nuclear Strategy and the Superpowers*, Toronto, L'Institut canadien d'études stratégiques, 1984, p. 49.

L'Union soviétique a désormais la capacité, grâce à ses forces nucléaires, de mener des attaques sélectives contre des objectifs autres que les villes. Si nous voulons assurer la crédibilité de notre dissuasion stratégique, cela nous impose l'obligation de faire en sorte que nous possédions une capacité comparable sur le plan des systèmes stratégiques et en matière de doctrine sur l'établissement d'objectifs.⁵

La stratégie de 1974 de Schlesinger concernant les options nucléaires limitées représentait un premier effort de reformulation de la politique déclarée concernant les armes nucléaires au nouvel âge de la parité. Lorsqu'on l'envisageait dans la perspective de l'approche américaine de la stratégie nucléaire, les inquiétudes relatives aux réalisations nucléaires soviétiques traduisaient un désir de la part des États-Unis de trouver des réponses pratiques à de nouvelles incertitudes politiques. Comme l'a déclaré récemment Freeman Dyson, « les Américains ont grandi dans un contexte culturel qui les incite à chercher des réponses aux questions d'ordre pratique ».⁶ Plus précisément, Schlesinger et ses collègues de l'administration Nixon ont commencé à se préoccuper des « scénarios de confrontation nucléaire accidentelle du type Dr. Strangelove » et du fait qu'il est désormais impossible pour les États-Unis « d'employer la menace ultime d'une attaque contre les villes des Soviétiques en cas d'invasion de l'Europe occidentale par ces derniers ».⁷ selon le point de vue qui prédomine aux États-Unis, en ce qui concerne l'équilibre stratégique nucléaire, « la guerre nucléaire est souvent considérée comme un exercice mathématique dont le résultat ne dépend que du nombre et des capacités des armes des deux camps ».⁸ Donc, maintenant que les chiffres ont démontré que les arsenaux nucléaires américains et soviétiques ont les mêmes capacités, les exigences concernant une certitude stratégique en cas d'échec de la dissuasion se sont intensifiées au Pentagone de Schlesinger. Que pourrait-on faire, en pratique, au sujet des nouvelles conditions de la stratégie nucléaire engendrées par la parité? Quel moyen technique faciliterait la résolution du nouveau dilemme thermonucléaire des superpuissances?

La réaction officielle a consisté à chercher les façons dont les armes atomiques pourraient être effectivement utilisées. En abandonnant la menace de déclencher une guerre nucléaire totale, l'équipe de Schlesinger a cherché à élaborer un éventail d'options confinées à la menace d'une guerre nucléaire limitée. Afin que ces options paraissent crédibles, les planificateurs ont dû imaginer « ce que pourrait être une guerre nucléaire limitée, la façon dont une telle guerre pourrait être conduite et pourquoi et comment elle n'aboutirait pas automatiquement, par l'escalade, à une guerre nucléaire totale ».⁹ Cette recherche d'options a eu pour résultat la promulgation, le 17 janvier 1974, du mémorandum 242 sur les décisions relatives à la sécurité nationale (NSDM-242). Ce mémorandum était une directive officielle au

5. Cité par Lawrence MARTIN, « Changes in American Strategic Doctrine: an Initial Interpretation », *Survival*, 16, juillet-août 1974, p. 161.

6. Freeman DYSON, *Weapons and Hope*, New-York, Harper and Row, 1984, p. 27.

7. Douglas KINNARD, *The Secretary of Defense*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1980, p. 197.

8. F. DYSON, *op. cit.*, p. 187.

9. Edward ZUCKERMAN, *The Day After World War III*, New-York, The Viking Press, 1984, p. 179.

Pentagone selon laquelle ce dernier devait élaborer et inclure dans le plan de guerre nucléaire « des options d'emplois limités qui permettraient aux États-Unis de mener certaines opérations nucléaires ». ¹⁰ D'une façon générale, Schlesinger a déclaré ce qui suit au sujet du contenu du mémorandum :

Il s'agit d'un ensemble d'options sélectives concernant des attaques contre différents groupes d'objectifs. Nous ne préciserions pas nécessairement des groupes d'objectifs particuliers. Bien entendu les objectifs militaires, qu'il s'agisse de silos ou d'autres objectifs, sont l'un des groupes d'objectifs possibles. ¹¹

Cependant, il est devenu de plus en plus manifeste que les options nucléaires limitées énoncées dans le NSDM-242 mettaient énormément l'accent sur les objectifs militaires, classiques et nucléaires, en tant que priorité de la politique d'emploi des armes nucléaires. Schlesinger a confirmé publiquement cette opinion lorsqu'il a déclaré :

Il s'est produit un changement dans les stratégies des États-Unis quant au déploiement hypothétique des forces stratégiques centrales. Un changement dans la stratégie d'établissement des objectifs... [Donner au président des États-Unis] la possibilité de frapper un groupe différent d'objectifs – objectifs militaires... au lieu de déclencher une attaque nucléaire générale contre les villes. ¹²

La contreforce avait donc désormais une existence officielle : au début d'une guerre nucléaire, compte tenu du fait que les armes nucléaires soviétiques sont égales à leurs contreparties américaines, les États-Unis chercheraient à échapper à la destruction mutuelle assurée en attaquant l'arsenal de leur adversaire. En outre, le choix des biens soviétiques comme objectifs serait fait de façon à rendre certaine la destruction des « ressources politiques, économiques et militaires critiques pour l'ennemi... de sa capacité de redevenir rapidement une grande puissance ». ¹³ Cette opinion contenait l'hypothèse implicite que les États-Unis pourraient livrer une guerre d'usure nucléaire prolongée, d'une façon contrôlée et crédible, ce qui laisserait aux deux adversaires la possibilité assurée de « mener certaines opérations nucléaires afin de tenter de terminer rapidement la guerre ». ¹⁴ L'ensemble de cette approche a fait évoluer la stratégie nucléaire américaine vers les opérations de guerre même si la capacité de combattre selon le plan désiré d'option nucléaires limitées était presque inexistante. La technologie de l'époque ne permettait pas aux forces nucléaires de discriminer suffisamment pour livrer une guerre nucléaire limitée (entre autres raisons, les missiles étaient trop imprécis). Mais des décisions comme celle de financer la mise au point d'un nouveau missile MX basé à terre,

10. Desmond BALL, « Targeting for Strategic Deterrence », *Adelphi Papers*, 185, été 1983, p. 19.

11. Cité par Anetta WONG-FRASER, *Symmetry and Selectivity in U.S. Defense Policy: A Grand Design or a Major Mistake?*, Lanham, University Press of America, 1980, p. 89.

12. Cité par Desmond BALL, *Déjà Vu: The Return to Counterforce in the Nixon Administration*, Los Angeles, California Seminar on Arms Control and Foreign Policy, 1974, p. 1.

13. Thomas POWERS, « Choosing a Strategy for world War III », *The Atlantic Monthly*, 250, novembre 1982, p. 106.

14. D. BALL, *Déjà Vu...*, *op. cit.*, p. 30.

prise vers la fin de 1973, ont donné un certain crédit au but et à la substance du NSDM-242, promulgué en 1974.¹⁵

Les changements survenus dans la doctrine nucléaire, à partir du principe de la destruction assurée jusqu'à celui des options nucléaires limitées donnaient, aux yeux de Schlesinger, une plus grande assurance que le problème de la parité nucléaire était abordé d'une façon crédible. Certains autres ajustements ou renforcements ont été faits dans le but d'établir la crédibilité technique de cinq concepts importants associés à l'approche stratégique menant à la contreforce. Ces concepts qui, en fait, devaient dominer la pensée stratégique officielle des Américains au cours des années 1970 et au début des années 1980, sont les suivants :

- a) *La stabilité*. L'équilibre entre les arsenaux atomiques américains et soviétiques est mesuré surtout par son degré de stabilité; une fois que l'équilibre est perçu comme étant stable, on considère que le fait de déclencher la guerre par surprise n'assure plus aucun gain ni avantage à l'un ou l'autre des camps. Dans le même ordre d'idées, on considère que la doctrine nucléaire de contreforce accroît la stabilité stratégique puisque la dissuasion nucléaire est rendue plus efficace par l'adoption tant par les États-Unis que par les Soviétiques d'un principe crédible quant à la guerre nucléaire limitée.
- b) *La symétrie*. Il suffit de la croyance largement répandue que les adversaires doivent avoir les mêmes forces nucléaires, arme contre arme ou système d'arme contre système d'arme. Plus précisément, la symétrie technologique est perçue comme étant une exigence minimale aux fins de la stabilité de la dissuasion.
- c) *La maîtrise de l'escalade*. Dans la guerre nucléaire, l'escalade est possible et doit être prévue. Par conséquent, une importante exigence concernant les forces nucléaires des États-Unis consiste en ce qu'elles doivent être en mesure de poursuivre l'escalade sur toute l'échelle de celle-ci, c'est-à-dire que « les forces doivent pouvoir mener une guerre à n'importe quel niveau où l'ennemi décide de la livrer ». ¹⁶ C'est là l'essentiel de l'approche américaine du combat atomique: la croyance dans la possibilité que, au cours de l'escalade, des « modes de comportement contrôlés et discriminants soient maintenus même dans un conflit résolu face aux armes nucléaires et... par l'utilisation de celles-ci ». ¹⁷
- d) *La domination dans l'escalade*. Le point de vue énoncé ci-dessus contient implicitement l'autre notion de la domination dans l'escalade, c'est-à-dire une puissance assez grande ou plus grande à tous les niveaux de l'échelle atomique de la guerre pour dissuader l'URSS de poursuivre l'escalade jusqu'à des échanges nucléaires entraînant encore plus de dommages pour elle. La domination dans l'escalade met l'accent sur l'importance pour les États-Unis de posséder la supériorité technologique et militaire à tous les niveaux du combat atomique. Elle comporte également l'idée d'une escalade rationnelle dans laquelle toutes

15. Voir James CANAN, *War in Space*, New-York, Berkley Books, 1984, p. 172.

16. The Harvard Nuclear Study Group, *Living with Nuclear Weapons*, New-York, Bantam Books, 1983, p. 147.

17. Lawrence FREEDMAN, *The Evolution of Nuclear Strategy*, New-York, St. Martin's Press, 1981, p. 217.

les attaques ou frappes sont contrôlées conformément aux objectifs politiques et militaires.

- e) *La négociation*. L'objectif de l'ensemble de la stratégie de l'escalade, dans la guerre nucléaire, est d'améliorer la position de négociation des États-Unis. L'utilisation des armes nucléaires doit permettre ce qu'on appelle la dissuasion à l'intérieur de la guerre, ce qui signifie que les hostilités se termineraient par un processus de négociation. La notion de négociation suppose qu'un éventail d'options politiques et militaires sera effectivement accessible aux deux camps, ce qui permettra d'amorcer des négociations au cours de la guerre nucléaire.

Ces cinq concepts représentent ensemble un groupe de lignes directrices opérationnelles pouvant orienter la stratégie nucléaire américaine. Quel rapport l'appui donné par Schlesinger aux options nucléaires limitées avait-il avec ces concepts ?

En premier lieu, selon Wong-Fraser, « la stabilité existe aux yeux du spectateur et celui-ci interprète ce qu'il voit conformément à un ensemble dominant d'idées stratégiques ». ¹⁸ L'équipe de Schlesinger percevait la parité américano-soviétique comme étant une source de préoccupation trop grande pour ne pas modifier la doctrine nucléaire américaine. Elle en a conclu que la stabilité stratégique pourrait être menacée si les États-Unis n'avaient pas d'options nucléaires limitées. On supposa alors que l'URSS pourrait être tentée d'attaquer certains objectifs, sachant que les États-Unis, s'ils n'avaient aucune flexibilité dans leur plan de guerre nucléaire, ne pourraient riposter par des moyens atomiques autrement que par une attaque de représailles globale. ¹⁹

En deuxième lieu, le besoin ressenti d'options nucléaires limitées peut être expliqué par l'insistance technique américaine sur la symétrie. C'est ce qu'a fait remarquer Lawrence Martin :

L'ensemble de la déclaration de M. Schlesinger est dominé par une insistance sur la symétrie entre les arsenaux des superpuissances ou, du moins, sur la nécessité de ne pas laisser l'Union soviétique acquérir un avantage asymétrique. Par conséquent, l'arsenal d'ICBM de l'Union soviétique ayant une capacité de contreforce exige une capacité américaine parallèle (plutôt que simplement compensatrice). ²⁰

Selon l'avertissement donné par Schlesinger et vu la nécessité de la symétrie, les États-Unis ne pourraient pas permettre aux Soviétiques d'obtenir de façon unilatérale une option contreforce. ²¹ Agir autrement pourrait éventuellement faire en sorte qu'un manque de flexibilité et de proportionnalité sur l'échelle de l'escalade nucléaire finisse par mettre les États-Unis en position d'infériorité stratégique. ²² La

18. WONG-FRASER, *op. cit.*, p. 102.

19. Voir *ibid.*, p. 119; et BALL, *Déjà Vu...*, *op. cit.*, pp. 4 et 5.

20. MARTIN, *op. cit.*, p. 159.

21. Voir ROBERT ALDRIDGE, *First Strike! The Pentagon's Strategy for Nuclear War*, Boston, South End Press, 1983, p. 32.

22. Voir WONG-FRASER, *op. cit.*, p. 80; et LYNN E. DAVIS, « Limited Nuclear Options: Deterrence and the New American Doctrine », *Adelphi papers*, 121, automne 1976, p. 5.

décision de Schlesinger de commander le MX a été un exemple de l'importance attachée à la symétrie. Il était essentiel de mettre au point le missile car, selon Schlesinger, « c'était une façon de montrer aux Soviétiques que nous avions l'intention de compenser l'énorme disparité qui existait en matière de capacité d'emport entre leurs missiles et les nôtres ». ²³ D'une façon générale, il fallait que les forces nucléaires des États-Unis soient égales en nature aux forces soviétiques. ²⁴

En troisième lieu et selon la même logique, le concept de maîtrise de l'escalade (ou de contrepartie) était au centre de la politique décrite: « Nous ne pouvons nous permettre de laisser, dans le dispositif de dissuasion, des failles qui pourraient inciter l'adversaire à effectuer des sondages et des essais », a déclaré Schlesinger. ²⁵ Il était essentiel que les États-Unis aient la capacité de mener, d'une façon contrôlée, des attaques nucléaires limitées. À cette fin, le NSDM-242 a présenté la notion de « retenue », ce qui signifiait que l'utilisation des armes nucléaires pourrait « mettre fin à l'agression immédiate et introduire, dans les activités militaires de l'ennemi, une pause ou une brèche qui donnerait à la diplomatie le temps d'agir ». ²⁶ On aurait donc besoin d'armes contreforces pour faciliter la maîtrise de l'escalade et empêcher que les États-Unis ne paraissent mal préparés en cas de guerre nucléaire.

Quatrièmement, à titre de mesure supplémentaire visant à fournir des garanties techniques que la parité nucléaire ne signifierait pas l'autodissuasion stratégique en cas d'agression soviétique, on a insisté, dans le NSDM-242, sur la nécessité pour les forces nucléaires américaines d'exercer la domination dans l'escalade. Cette stratégie avait pour objet de tenter de dominer le processus de l'escalade en faisant en sorte que les Soviétiques soient dissuadés à tous les niveaux de l'éventail nucléaire de porter l'escalade à un échelon plus élevé. Cette notion est demeurée au centre de la position nucléaire des États-Unis depuis la promulgation du NSDM-242: en fait, « depuis cette époque, la stratégie des États-Unis a consisté à dominer le processus de l'escalade ». ²⁷ À cet égard, on a jugé que les armes contreforces possèdent des « qualités » qui les rendent propres à l'escalade; par exemple, elles peuvent servir à limiter les attaques nucléaires à des objectifs militaires éloignés des zones urbaines, ce qui permet des échanges de tir « du tac au tac » entre les adversaires.

En cinquième et dernier lieu, la notion de négociation ou de dissuasion à l'intérieur de la guerre est devenue centrale dans l'approche de Schlesinger. Compte tenu des options nucléaires limitées et crédibles, du déploiement d'un nombre suffisant de missiles contreforces discriminants et précis, et de la motivation attribuée aux deux superpuissances consistant à avoir un intérêt mutuel pour la survie et le désir de maîtriser l'escalade, la logique sous-jacente du NSDM-242 en matière de négociation était exprimée ainsi:

23. Cité par CANAN, *op. cit.*, p. 172.

24. Voir James SCHLESINGER, *Annual Defense Department Report*, FY 1975, Washington, U.S. Government Printing Office, 1974, p. 39; aussi le *Annual Defense Department Report*, FY 1976 and 1977, Washington, U.S. Government Printing Office, 1975, p. II-7 et II-8.

25. Cité par BALL, *Déjà Vu...*, *op. cit.*, p. 4.

26. DAVIS, *op. cit.*, pp. 6 et 7.

27. Anthony CORDESMAN, « Deterrence in the 1980s: Part I. American Strategic Forces and Extended Deterrence, *Adelphi Papers*, 175, été 1982, p. 37.

Le groupe des dirigeants soviétiques, voyant les restrictions que s'imposent les Américains, serait vraisemblablement plus disposé à imposer des restrictions semblables concernant ses propres choix d'objectifs, pour les armes nucléaires. Dans ce modèle de guerre nucléaire, les deux nations, ou plus précisément les deux groupes dirigeants, négocieraient l'un avec l'autre avant et pendant la guerre.²⁸

On estimait qu'en négociant au sujet de leurs différents, les superpuissances seraient en mesure de terminer la guerre dans les premiers stades d'une confrontation nucléaire.

Avec l'apparition des options nucléaires limitées, en 1974, c'était la première fois, depuis longtemps, que la guerre nucléaire était traitée avec une grande précision apparente, probablement une plus grande précision que celle qui aurait été réellement convenable. Bien que Schlesinger se soit appliqué à soutenir que le NSDM-242 n'apportait aucun changement important à la doctrine concernant l'établissement des objectifs, ni à la pratique antérieure, et ne correspondait pas à un effort des États-Unis pour acquérir une capacité de première frappe,²⁹ ses déclarations étaient quelque peu suspectes et le fait que les options nucléaires limitées étaient étudiées sérieusement, indiquait l'existence d'une grave préoccupation au sein du Pentagone, quant à la capacité de dissuasion des forces américaines. L'apparition de la parité a sans aucun doute engendré chez de nombreux stratèges, en particulier chez Schlesinger, la crainte que les États-Unis ne possèdent plus « la certitude de pouvoir exercer des représailles ». ³⁰ Pour recouvrer cette certitude, les administrations Nixon et Ford ont étudié attentivement la notion de guerre nucléaire limitée, ce qui a abouti, en 1974, à la déclaration publique concernant les options nucléaires limitées. Dans le NSDM-242, on énonçait la première de trois positions officielles selon lesquelles, au cours des dix dernières années, les États-Unis ont tenté de trouver des moyens techniques d'échapper à une situation dans laquelle ils se sentaient vulnérables, face à l'avènement de l'égalité nucléaire des superpuissances.

Les répercussions politiques de la doctrine des options nucléaires limitées n'ont pas été très importantes mais elles ont créé les premières fissures dans le consensus stratégique américain. Le débat a porté sur quatre questions principales: tout d'abord, certains ont accusé l'administration d'encourager les opérations de guerre et d'affaiblir ainsi la dissuasion.³¹ En outre, on a critiqué Schlesinger parce qu'il tentait d'abaisser le seuil nucléaire, ce qui rendrait la guerre nucléaire plus probable. Dans le même ordre d'idées, d'autres ont fait remarquer que les options de ripostes limitées étaient illusoire parce que tout échange de tir nucléaire devait forcément mener à une guerre totale.³² Enfin, on considérait les options nucléaires limitées

28. Paul BRACKEN, *The Command and Control of Nuclear Forces*, New Haven, Yale University Press, 1983, p. 91.

29. SCHLESINGER, *Annual Defense Department Report, FY 1975, op. cit.*, p. 42.

30. DYSON, *op. cit.*, p. 189.

31. Voir Wolfgang PANOFSKY, « The Mutual-Hostage Relationship between America and Russia », *Foreign Affairs*, 52, octobre 1973, pp. 109 à 118.

32. Voir Herbert SCOVILLE, « Flexible Madness », *Foreign Policy*, 4, printemps 1974, pp. 164 à 177.

comme une incitation à la mise au point de nouvelles technologies, telles que celle des ogives multiples de faible puissance, ce qui aurait tendance à réduire les inhibitions relatives à l'utilisation des armes nucléaires en rendant la guerre nucléaire plus acceptable. C'est ce qu'a reconnu Lynn Davis :

On s'est sérieusement préoccupé de la possibilité que la nouvelle doctrine engendre des besoins de mise au point de nouvelles armes et d'améliorations des capacités de contreforce américaines contre des objectifs durs tels que les silos de missiles... améliorations qui seraient provocatrices et déstabilisatrices, car il semblerait à l'Union soviétique que les États-Unis acquièrent une capacité de première frappe.³³

De nombreux Américains n'étaient pas certains que la flexibilité nucléaire supplémentaire valait le risque mais, dans un contexte de détente internationale des superpuissances et de maîtrise productrice des armements, la question de la guerre nucléaire limitée n'a pas provoqué d'opposition populaire au but de la stratégie nucléaire des États-Unis.

II – LA PRÉPARATION AUX OPÉRATIONS DE GUERRE NUCLÉAIRE (1979-1980)

Durant la plus grande partie de la fin de l'administration Ford et, ensuite, de la présidence de Carter, la politique de défense et les armes nucléaires n'ont pas été des questions importantes à l'ordre du jour politique. Mais le comportement des Soviétiques dans les conflits du tiers monde, leur accumulation d'armements stratégiques et, en fin de compte, l'invasion de l'Afghanistan, en décembre 1979, ont modifié radicalement la perception américaine de la puissance et des intentions soviétiques. Dans ce contexte, l'amélioration importante apportée aux capacités nucléaires offensives des Soviétiques est devenue une préoccupation principale du secrétaire à la Défense, Harold Brown, et, lorsqu'il fut manifeste que l'URSS était elle-même sur le point de déployer des ogives à têtes nucléaires multiples (MIRV), en 1977-1978, un nouveau problème a surgi.³⁴ Que fallait-il penser des écrits soviétiques sur les opérations de guerre nucléaire et sur une stratégie victorieuse lorsqu'on les rattachait aux nouvelles réalisations de Moscou dans les technologies des missiles nucléaires basés à terre ? Cette question revêtait une importance particulière à la lumière des inquiétudes déclarées des Américains à l'égard de la planification et des programmes concernant la protection des dirigeants politiques et militaires soviétiques en cas de guerre nucléaire, et compte tenu des perceptions, quelque contestables qu'elles soient, quant à un programme soviétique massif de protection civile.³⁵

Le problème de l'ignorance des intentions des Soviétiques, relié à l'acquisition par ces derniers d'une capacité de contreforce, à incité l'administration Carter, vers

33. DAVIS, *op. cit.*, p. 10.

34. Voir POWERS, *op. cit.*, p. 98.

35. Harold BROWN, « Domestic Consensus and Nuclear Deterrence », *Adelphi Papers*, 183, été 1983, p. 21.

la fin de son mandat, à revoir et à améliorer la doctrine nucléaire des États-Unis. Une fois de plus, le gouvernement s'est adonné à l'exercice technique consistant à perfectionner la doctrine et les concepts et à réduire les incertitudes ressenties au sujet des plans nucléaires soviétiques et de la crédibilité de la stratégie nucléaire américaine. Vu les résultats des études internes entreprises en 1979, la Directive présidentielle 59 a été promulguée au cours de l'été 1980. Il est manifeste que la PD-59 était un exercice de propagande utile, puisqu'elle a été rendue publique au plus fort de la campagne présidentielle de 1980 et qu'elle a détourné une partie des critiques des éléments conservateurs concernant la position de Carter en matière de défense.³⁶ Cependant, un objectif plus pertinent de la PD-59 était, qu'elle tentait d'apporter une solution technique à un grave problème politique international et national, à savoir la menace d'une supériorité nucléaire soviétique imminente. Par conséquent, sous la nouvelle étiquette de la stratégie de la compensation (*countervailing*)*, une nouvelle étape importante fut franchie dans l'évolution de la pensée stratégique américaine concernant la contreforce. C'est ce qu'a expliqué plus tard l'ancien conseiller à la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski :

La flexibilité a été portée au-delà des options prévues. En matière d'établissement d'objectifs, on a mis davantage l'accent sur les objectifs militaires, sur le C³I, et sur les industries soviétiques de soutien de la guerre. On a traité C³I comme une exigence plus générale de la maîtrise des forces stratégiques et polyvalentes dans un conflit prolongé et on a considéré qu'il avait besoin d'une capacité de « regarder-tirer-regarder » afin de repérer des objectifs nouveaux ou mobiles. On devait accroître la force de réserve protégée afin d'influer sur les campagnes militaires et non pas seulement aux fins de coercition psychologique... Concernant la PD-59, nous avons là un document dans lequel, pour la première fois, les États-Unis recherchaient délibérément pour eux-mêmes la capacité de poursuivre un conflit nucléaire prolongé et reconnaissaient que les activités de soutien dans des domaines tels que la mobilisation, la continuité du gouvernement et le renseignement seraient d'une importance critique.³⁷

Dans ce sens, la stratégie de la compensation exigeait que les forces nucléaires des États-Unis soient en mesure de supporter une guerre nucléaire, qu'elles possèdent littéralement la capacité de mener des opérations de guerre de façon à ce que l'URSS, lorsqu'elle envisagerait de commettre une agression, « se rende compte qu'aucun résultat plausible ne correspondrait à un succès, selon toute définition rationnelle du succès ».³⁸ Ce point de vue ne signifiait pas que Brown, par exemple, estimait qu'une confrontation nucléaire pouvait être victorieuse (de fait, il a exprimé ses opinions sans équivoque au sujet de l'improbabilité qu'une guerre nucléaire

* Il n'existe pas, pour le moment, de traduction officielle en français pour *countervailing*. Nous avons opté pour celle de la stratégie de la compensation.

36. Voir Peter PRINGLE and William ARKIN, *S.I.O.P. The Secret U.S. Plan for Nuclear War*, New-York, Norton, 1983, pp. 184 à 189.

37. Zbigniew BRZEZINSKI, *Power and Principle. Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, New-York, Farrar, Strauss & Giroux, 1983, pp. 457 et 459.

38. Harold BROWN, *Department of Defense Annual Report, FY 1981*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1980, p. 65.

puisse être maîtrisée et demeure limitée).³⁹ Mais la stratégie de la compensation signifiait que l'organisation des forces nucléaires américaines devait être axée sur une stratégie de dissuasion par des opérations de guerre, et sur l'acquisition des armes contreforces nécessaires pour appuyer cette stratégie.⁴⁰ Lorsqu'il a expliqué la PD-59, dans un discours prononcé au Naval War College, en août 1980, Brown a reconnu la dimension concernant les opérations de guerre de la politique américaine : « dans notre analyse et notre planification, [a-t-il dit], nous accordons nécessairement une plus grande attention à la façon dont une guerre nucléaire serait effectivement conduite par les deux camps en cas d'échec de la dissuasion ». ⁴¹ En réalité, comme l'ont fait observer Pringle et Arkin, la PD-59 a replacé la guerre dans un contexte stratégique, mettant l'accent sur la théorie selon laquelle une attaque nucléaire contreforce devrait avoir pour objectifs tout ce qui a le plus d'importance aux yeux du gouvernement soviétique, c'est-à-dire ses dirigeants politiques, ses forces militaires, ses industries de guerre, sa hiérarchie de commandement militaire et les républiques russes.⁴² Par conséquent,

en cas d'échec de la dissuasion et de déclenchement des hostilités, la PD-59 proposait une campagne militaire au sens traditionnel, ayant pour objectifs les sources immédiates de la capacité de combattre d'un ennemi. Elle n'envisageait pas d'infliger de trop lourds dommages à l'ennemi dès le premier jour, car cela aurait pour résultat une riposte totale. La nouvelle stratégie proposait des frappes limitées ayant une certaine importance militaire et géopolitique, qui auraient un effet réel mais restreint. Si le combat se poursuivait, d'autres attaques semblables suivraient. Chaque échange de tir laisserait les Soviétiques plus faibles, plus exposés, moins maîtres de la situation. Les résultats seraient manifestes ; à la fin, l'ennemi devrait faire un choix terrible entre l'abandon des combats pendant qu'il resterait encore quelque chose à sauver ou connaître les derniers spasmes de la destruction.⁴³

L'évolution de la stratégie nucléaire des États-Unis, sous le régime Carter, vers une planification plus pratique de la guerre nucléaire s'est produite en réponse aux critiques selon lesquelles l'administration faisait preuve de faiblesse en matière de défense. En conséquence, on espérait, par la PD-59, résoudre les ambiguïtés politiques concernant la solidité de la doctrine nucléaire américaine en rédigeant un contrat quasi juridique appelé stratégie de la compensation. Comme telle, cette mesure a semé la confusion chez un plus grand nombre de personnes, quant à la nature de la dissuasion nucléaire, sans résoudre ni atténuer le problème du comportement soviétique dans le monde. On a estimé qu'un nouvel énoncé de position doctrinale et les plans qui l'accompagnaient concernant la modernisation des forces nucléaires des États-Unis impressionneraient les Soviétiques, mais, à la fin, la stratégie de la compensation s'est révélée être plutôt un exercice d'analyse qu'une stratégie politique.

39. *Ibid.*, p. 67.

40. Voir Robert GRAY, « The Reagan Nuclear Strategy », *Arms Control Today*, 13, mars 1983, p. 3.

41. Harold BROWN, « American Nuclear Doctrine and the Objectives of U.S. Strategic Forces », discours du secrétaire à la Défense des États-Unis prononcé le 20 août 1980, réimprimé dans *Survival*, 22, novembre-décembre 1980, p. 268.

42. PRINGLE et ARPIN, *op. cit.*, pp. 184 à 189.

43. POWER, *op. cit.*, p. 108.

Tout comme dans le cas du NSDM-242, le contenu (ou ce qui a été ébruité) de la PD-59 a semblé établir le même type de règles ou de conditions qui, sur l'insistance de l'administration précédente, devaient régir l'acquisition et l'utilisation des armes nucléaires par les États-Unis. Cependant, on a mis un accent différent sur certains des principaux concepts suivants, une importance particulière étant attachée à la domination dans l'escalade et à la négociation.

Tout d'abord, comme d'habitude, la stabilité est au centre de l'idée de la PD-59 que la mise au point d'armes contreforces soviétiques présente une menace technologique et militaire à la survie de la dissuasion nucléaire américaine. Harold Brown l'explique :

On maintient la stabilité à long terme de l'équilibre stratégique, un autre objectif de la politique stratégique des États-Unis, en faisant en sorte que cet équilibre ne puisse être renversé par une percée technologique soudaine des Soviétiques, soit au moyen d'une innovation ou d'une mise au point clandestine d'un potentiel de percée. À cette fin, nous devons poursuivre un programme vigoureux de recherche-développement militaire, ainsi qu'un certain nombre de programmes de rechange.⁴⁴

Dans ce sens, la stratégie de la compensation justifie l'acquisition d'armes contreforces puisqu'elle suppose que la stabilité n'existe que si les deux camps possèdent les mêmes armements ou appliquent la règle de la symétrie technique.

En fait, c'est le second concept central de la PD-59. La symétrie oblige à répondre aux nouveaux systèmes d'armes soviétiques par des menaces comparables aux menaces soviétiques. Le cas de la modernisation de la force nucléaire intermédiaire européenne est un bon exemple de cette approche. En raison de la mise au point par l'Union soviétique de son SS-20, une arme contreforce destinée à détruire les objectifs « durs » (c'est-à-dire les objectifs militaires sur le territoire de l'OTAN), l'administration a estimé que « les Soviétiques pourraient juger à tort qu'ils peuvent menacer nos alliés sans crainte d'attaques de représailles sur leur territoire ». ⁴⁵ La même logique s'appliquait aux missiles soviétiques à longue portée SS-18 et SS-19 qui, selon ce qu'on soutenait, n'étaient pas contrebalancés par une contreforce équivalente et efficace de missiles américains basés à terre. Par conséquent, au nom de la symétrie, la PD-59 préconisait le déploiement par les États-Unis d'armements semblables aux systèmes soviétiques de l'époque (c'est-à-dire le Pershing II en Europe et le MX aux États-Unis).

En troisième lieu, la stratégie de la compensation est une illustration parfaite du modèle de maîtrise de l'escalade caractéristique de l'approche américaine de la stratégie nucléaire :

La riposte à l'escalade vise à faire face à une attaque au niveau où elle commence et prévoit différentes options nucléaires, y compris les frappes limitées au moyen des forces nucléaires centrales, de façon à permettre une escalade maîtrisée si la guerre se poursuit. Par conséquent, le modèle vise à convaincre les dirigeants soviétiques que toute mesure d'escalade de leur part

44. BROWN, Department of Defense Annual Report, FY 1981, *op. cit.*, p. 69.

45. *Ibid.*, p. 147.

serait compensée par des mesures... comparables. Moscou ne pourrait être assuré de gagner à aucun niveau du conflit, peu importe sa doctrine, sa stratégie d'escalade ou sa définition de la victoire.⁴⁶

Il s'agit là d'un des éléments les plus importants de la PD-59: les États-Unis doivent s'assurer que la flexibilité de leurs forces nucléaires est telle qu'elle « accroît leurs chances de maîtriser l'escalade dans un conflit qui commence par un échange de tir nucléaire limité ». ⁴⁷ Il est donc d'une importance critique que l'Union soviétique continue d'estimer qu'il n'existe aucun niveau d'escalade intermédiaire où l'utilisation des armes nucléaires tactiques en Europe, par exemple, pourrait être fructueuse⁴⁸:

C'est notre politique... de faire en sorte que les dirigeants soviétiques sachent que s'ils décident de commettre une agression à un niveau intermédiaire, nous pourrions, au moyen de grandes attaques sélectives (à un niveau inférieur au maximum possible) leur faire payer un prix très élevé, qu'ils jugeraient inacceptable, en détruisant les choses auxquelles ils semblent attacher la plus grande valeur.⁴⁹

Un autre élément relatif à la maîtrise de l'escalade, dans la PD-59, est la notion que la façon la plus efficace d'empêcher une agression nucléaire soviétique consiste à maintenir la domination dans l'escalade.⁵⁰ À tous les échelons de l'échelle d'escalade nucléaire, la riposte américaine mettrait en danger les biens politiques et militaires auxquels les dirigeants soviétiques attachent la plus grande valeur. Selon cette logique, la stratégie consistant à mener une guerre nucléaire par la domination dans l'escalade permettrait aux forces des États-Unis d'empêcher les Soviétiques de tirer un avantage militaire de toute agression qu'ils pourraient envisager de commettre.⁵¹ Bien entendu, certains critiques ont fait remarquer ce qui suit:

L'Union soviétique n'est pas plus susceptible d'être dissuadée par un adversaire qui a annoncé son intention de dominer les processus d'escalade au cours d'une guerre nucléaire que par un autre qui se contente de la capacité de destruction assurée.⁵²

Enfin, l'objectif de la PD-59 (comme celui de son prédécesseur le NSDM-242) est de terminer rapidement le conflit nucléaire selon des conditions favorables aux États-Unis. Harold Brown en a fait état: « dans notre planification, nous n'avons pas oublié le problème de l'achèvement de la guerre et nous ne l'oublierions pas, non

46. Membres du Carnegie Panel on U.S. Security and the Future of Arms Control, Challenge for U.S. National Security, V. 3, Nuclear Strategy Issues of the 1980s, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1982, p. 158.

47. Harold BROWN, *Department of Defense Annual Report*, FY 1982, Washington, U.S. Government Printing Office, 1981, p. 40.

48. Cf. Walter SLOCOMBE, « The Countervailing Strategy », *International Security*, 5, printemps 1981, p. 22.

49. H. BROWN, « American Nuclear Doctrine... », *op. cit.*, p. 268.

50. Voir Barry SCHNEIDER, « Space-Based Lasers and the Evolution of Strategic Thought », dans Keith PAYNE, réd., *Laser Weapons in Space*, Boulder, Westview Press, 1983, p. 169.

51. Voir JERVIS, *op. cit.*, p. 66.

52. Louis-René BERES, *Mimicking Sisyphus: America's Countervailing Nuclear Strategy*, Lexington, Lexington Books, 1983, p. 23.

plus, en cas de guerre ». ⁵³ La clé de l'achèvement de la guerre a semblé résider dans la notion de négociation à l'intérieur de la guerre, une notion déjà étudiée dans cet article. La principale raison de l'insistance de Brown sur une amélioration importante de l'efficacité du commandement américain et de la maîtrise de ses forces nucléaires était précisément la nécessité de rendre les négociations et l'achèvement de la guerre crédibles et possibles.

L'approche des opérations de guerre sous-jacente à la PD-59 et la stratégie de la compensation ont entraîné une réaction contre l'administration Carter. Brown lui-même a reconnu que le raffinement de la stratégie nucléaire des États-Unis, en réponse aux prétentions selon lesquelles l'URSS avait atteint ou visait à atteindre la supériorité nucléaire stratégique, « a encouragé chez la population et chez certains experts, aux États-Unis et en Europe, des interprétations répandues et erronées, selon lesquelles la PD-59 représentait une étape importante d'une stratégie et d'un plan de conduite d'une guerre nucléaire limitée ». ⁵⁴ Bien que Brown puisse avoir eu raison d'affirmer que l'idée sous-jacente à une position d'opération de guerre était d'accroître, plutôt que de déstabiliser, la dissuasion, cette position a effectivement indiqué à un grand nombre de personnes que l'évolution de la technologie incitait la politique officielle à renoncer au principe de la destruction mutuelle assurée. Quelques stratèges ont conclu à l'influence d'une approche technique, nourrissant une foi aveugle dans la technologie, sur l'élaboration de la stratégie de la compensation. Par exemple, Michael Howard concluait :

Ce qui est absolument manifeste est que s'engager dans une guerre nucléaire, tenter d'utiliser les armes nucléaires stratégiques pour des opérations de guerre serait entrer dans le royaume de l'inconnu et de l'inconnaissable, et le peu que nous connaissons déjà à ce sujet est effroyable. Il sera vraisemblablement prouvé que ceux qui pensent autrement... comme le font certains Américains, à partir de présomptions technologiques, ont également et terriblement tort, autant que ces stratèges européens qui, en 1914, promettaient à leurs maîtres politiques une victoire décisive avant Noël. ⁵⁵

Dans la mesure où deux administrations successives ont consacré une grande énergie à aménager la doctrine nucléaire de façon à tenir compte de l'avènement de la parité et de la perception d'une supériorité soviétique, elles ont accru l'insatisfaction chez la population, quant à l'aptitude du gouvernement des États-Unis à gérer la planification de la guerre nucléaire d'une façon compétente. Outre les craintes des intentions et des capacités soviétiques, bon nombre de personnes ont lentement commencé à manifester au moins une crainte égale de la guerre nucléaire. Au cours de l'été et de l'automne de 1980, le consensus stratégique a commencé à s'écrouler. La confiance de la population dans les politiques de Carter en matière de sécurité nationale tomba à son point le plus bas et, même si beaucoup appuyaient une attitude plus ferme vis-à-vis de l'Union soviétique, cet appui ne s'est pas traduit par une acceptation appréciable de la doctrine concernant les opérations de guerre

53. H. BROWN, « American Nuclear Doctrine... », *op. cit.*, p. 268.

54. H. BROWN, « Domestic Consensus... », *op. cit.*, pp. 21 et 22.

55. Michael HOWARD, « On Fighting a Nuclear War », *International Security*, 5, printemps 1981, p. 14.

nucléaire. L'impression générale était que l'exercice de la PD-59 laissait supposer que les décideurs prêtaient plus d'attention aux moyens de mener des guerres nucléaires qu'à ceux de les empêcher ». ⁵⁶ Et, dès 1980, une nouvelle génération de missiles destructeurs de silos extrêmement précis était en cours de fabrication: le MX, le Pershing II, le Trident et les missiles de croisière. Ces armes étaient destinées à susciter de très vives controverses durant l'administration Reagan, mais à la fin de la présidence de Carter, l'érosion du consensus stratégique avait été remplacée par une acceptation générale parallèle, sinon entièrement contradictoire, d'une politique plus ferme vis-à-vis de la conduite des Soviétiques dans les affaires étrangères et dans les questions de défense. Mais la présidence de Reagan a fini par modifier l'ordre de priorité concernant la crainte de la guerre nucléaire et la crainte de la puissance militaire soviétique; la préoccupation à l'égard de la première s'est radicalement accrue aux dépens de la seconde. C'est là le changement réel qui s'est produit entre la dernière année de l'administration de Carter et la première année de celle de Reagan.

III – DES OPÉRATIONS DE GUERRE NUCLÉAIRE À LA VICTOIRE NUCLÉAIRE? (1981-1984)

L'administration Reagan a pris le pouvoir avec la ferme conviction que les États-Unis s'étaient laissés distancer par l'Union soviétique dans la course aux armements nucléaires. Tout comme dans le cas de « l'écart des missiles » (*missile gap*) de 1960, Reagan a accusé Carter d'avoir eu une politique de défense négligente en laissant s'ouvrir, en matière de stratégie nucléaire, une « lucarne d'opportunité » en faveur de Moscou. Cette « lucarne » est devenue la principale justification du programme de modernisation stratégique de Reagan et de l'adaptation de la doctrine nucléaire des États-Unis.

Pour employer des termes plus précis, l'administration a soutenu que le principal effet du déséquilibre militaire croissant entre les États-Unis et l'Union soviétique était d'accroître la vulnérabilité des missiles intercontinentaux américains basés à terre. Le problème a été clairement expliqué par le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger :

Au cours des années 1970 ... les États-Unis ont fait le choix de restreindre leurs améliorations de la puissance et de la précision de leurs propres forces de missiles de façon à ne pas menacer l'Union soviétique d'une première frappe soudaine et paralysante. Le résultat net de cette politique a été de laisser à l'Union soviétique un sanctuaire pour sa force d'ICBM, puisque les forces des États-Unis ne pouvaient plus désormais attaquer celle-ci avec efficacité. Cependant, les Soviétiques ne se sont pas imposés la même modération que nous. Ils ont mis au point une nouvelle génération d'ICBM conçue spécialement pour détruire les silos de missiles soviétiques. Vers la fin des années 1970, cette combinaison des missiles américains vulnérables et d'un sanctuaire de

56. Ian PORTNY, « Public Opinion as Both Means and Ends for Policy-Markers: II », Adelphi Papers, 191, été 1984, p. 40.

missiles soviétiques avait réduit l'efficacité de notre force de dissuasion antérieure et atténué les problèmes des planificateurs soviétiques en matière de guerre. Désormais, les Soviétiques pouvaient envisager une confrontation nucléaire éventuelle au cours de laquelle ils menaceraient de détruire une très grande partie de notre force par une première frappe, tout en conservant une force nucléaire écrasante, capable d'empêcher toutes représailles de notre part.⁵⁷

L'apparition d'un avantage pour les Soviétiques, en raison de la probabilité qu'ils puissent détruire des objectifs militaires en cas d'attaque (comme les ICBM américains), est devenue une question d'importance critique. Bien entendu, nous pourrions conclure, comme l'a fait Robert W. Tucker, que, « quant à savoir si les asymétries des systèmes stratégiques ont une importance politique ou si une certaine capacité de mener des opérations de guerre est un élément nécessaire de la dissuasion, ce ne sont pas là des questions, qui, au fond, peuvent être résolues par des considérations d'ordre technique ». ⁵⁸ Néanmoins, le point dont il s'agit est la question contraire: l'administration Reagan a estimé qu'elle pouvait résoudre d'une façon technique des questions telles que l'asymétrie nucléaire et les incertitudes politiques concernant l'équilibre nucléaire. Pour citer de nouveau M. Tucker, « bien qu'une inquiétude au sujet de la technologie soit en réalité, dans une grande mesure, une inquiétude au sujet de la politique », ⁵⁹ les doutes concernant la nature et le but des orientations et des capacités des Soviétiques ont tendance à être traités de la même façon que les débats et solutions techniques.

A — La prédominance et la guerre nucléaire prolongée

D'une façon générale, l'administration Reagan a adopté trois types de solutions au problème nucléaire américano-soviétique. Tout d'abord, pour soutenir la crédibilité de la dissuasion nucléaire américaine, l'équipe Reagan a cherché à rétablir une « marge de sécurité » afin de « continuer à dissuader avec succès les Soviétiques de commettre une agression stratégique ». ⁶⁰ Traduite en stratégie relative aux armements nucléaires, cette marge semblait exiger des plans de victoire et des armes conçues pour éloigner la doctrine américaine déclarée de la dissuasion par la menace de représailles et la rapprocher d'une stratégie de dissuasion par « interdiction », par conséquent, pour l'éloigner de la destruction assurée et la rapprocher des théories sur l'utilisation des armes nucléaires. L'administration a tenté de dépasser les critères stratégiques de suffisance ou de parité pour chercher une position qui (selon ce qu'on soutenait) empêcherait l'Union soviétique d'établir sa supériorité nucléaire. En termes concrets cela signifiait que le Pentagone était incité à posséder la capacité opérationnelle de mener une guerre nucléaire et à acquérir les armes contreforces et

57. Caspar WEINBERGER, Department of Defense Annual Report, FY 1984, Washington, U.S. Government Printing Office, 1983, p. 53.

58. Robert W. TUCKER, « The Nuclear Debate », *Foreign Affairs*, 63, automne 1984, p. 4.

59. *Ibid.*, p. 8.

60. Gaspar WEINBERGER, « Nuclear Weapons and Soviet - American Relations », déclaration du secrétaire à la Défense au Sénat, faite le 14 décembre 1982, réimprimée dans *Survival*, 25, mars-avril 1983, p. 87.

le C³I nécessaires afin de poursuivre efficacement cette guerre. On estimait que l'acquisition de cette capacité globale de mener des opérations de guerre ne ferait que renforcer la dissuasion elle-même.⁶¹ La doctrine fut ainsi appelée la prédominance (*prevailing*)*, ce qui signifiait que les États-Unis n'avaient pas nécessairement « pour but de vaincre l'ennemi afin d'obtenir la victoire, mais qu'ils désiraient seulement empêcher l'Union soviétique d'atteindre ses objectifs ». ⁶²

En deuxième lieu, on a cru également que si les États-Unis devaient « maintenir une force de dissuasion nucléaire responsable contre les attaques nucléaires...ils devaient continuer d'exploiter leur avantage comparatif en technologie ». ⁶³ Par conséquent, la dissuasion au sens d'être préparé à combattre, à maîtriser et peut-être à vaincre dans des échanges de tir nucléaire devait devenir un objectif moins théorique, surtout à la lumière de la mise au point de nouvelles technologies relatives à la guerre contreforce. En fait, comme l'a fait remarquer Leslie Gelb,

Avant la fin du présent siècle, toutes les pièces technologiques d'un casse-tête gagnant pourraient être en place: les armes anti-satellites, les ogives de missiles ayant une plus grande précision, les capacités de guerre anti-sous-marines et de défense contre les missiles balistiques ». ⁶⁴

Un danger manifeste a consisté en ce que ces nouvelles technologies pourraient contribuer à l'intérieur du Pentagone à propager une dangereuse illusion technique selon laquelle « les guerres nucléaires peuvent être menées, dans une large mesure, comme un duel d'artillerie classique, limité, maîtrisé, prolongé, comportant un gagnant et un perdant ». ⁶⁵

En troisième lieu, lorsqu'on a tenté de résoudre les ambiguïtés concernant la puissance nucléaire soviétique et de dépolitiser la question elle-même, on a eu tendance à entretenir une doctrine qui postulait la faisabilité d'une guerre nucléaire limitée en tant que politique délibérée et traduisait le désir latent ou implicite de la victoire en cas de guerre nucléaire. Cette approche a conduit l'administration à supposer qu'une réussite technique, telle que le fait de pouvoir poursuivre et même gagner un conflit nucléaire, résoudrait en soi le dilemme nucléaire qu'elle déteste (c'est-à-dire la perte de la supériorité stratégique américaine). À l'avenir, cela pourrait influencer sur un système de planification nucléaire évoluant lentement et d'une façon durable, « raffiné jusqu'à ce que soit créée l'illusion que les armes nucléaires sont tout à fait semblables aux autres armes ». ⁶⁶

Les mesures provisoires prises dans le but de trouver une solution de rechange technologique crédible à la confiance indéfinie dans la destruction mutuelle assurée ont, à ce qu'il semble, été encouragées par cette administration dans une plus

61. Voir BUTEUX, *op. cit.*, p. 50.

* Là aussi une traduction officielle en français pour *prevailing* n'est pas encore disponible.

62. Voir Christopher PAINE, « Nuclear Combat: The Five-Year Defense Plan », *The Bulletin of Atomic Scientists*, 39, novembre 1982, p. 10.

63. WEINBERGER, *Department of Defense Annual Report, FY 1984, op. cit.*, p. 55.

64. Leslie GELB, « Is the Nuclear Threat Manageable? », *The New-York Times Magazine*, le 4 mars, 1984, p. 28.

65. *Ibid.*, p. 29.

66. William ARKIN, « Why SIOP-6? », *The Bulletin of the Atomic Scientists*, 39, avril 1983, p. 10.

grande mesure que par celles qui l'ont précédée. Par exemple, le « plan directeur de la défense » que la presse a connu par une fuite en mai 1982, stipulait que « les forces accrues reçoivent l'ordre de se préparer à des contre-attaques nucléaires contre l'Union soviétique pendant une période prolongée » et qu'elles « doivent l'emporter et être en mesure de forcer l'Union soviétique à demander la cessation rapide des hostilités à des conditions favorables aux États-Unis ». ⁶⁷ Bien qu'une version ultérieure du plan directeur, ébruitée en mars 1983, adoucissait le libellé concernant la victoire en cas de guerre nucléaire, la conception fondamentale relative aux armes nucléaires subsiste. ⁶⁸ En d'autres termes, il est désirable et il est possible, sur le plan technique, que les forces nucléaires américaines et les systèmes C³ soient capable de mener une guerre contreforce « prolongée » contre la base politique, militaire et industrielle de l'URSS, d'une façon maîtrisée et limitée. Cet objectif ne signifiait pas que l'équipe Reagan avait l'intention de gagner une guerre nucléaire, au sens où « gagner » est un but à long terme de la politique. Au contraire, Caspar Weinberger a répété à maintes reprises : « cette administration a pour but premier et fondamental de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées, car nous n'estimons pas qu'il pourrait y avoir des vainqueurs dans une guerre nucléaire ». ⁶⁹ Néanmoins, le secrétaire a insisté sur ce qui suit : « les États-Unis se préparent certainement à ne pas être vaincus... Montrez-moi un secrétaire à la Défense qui se prépare à ne pas l'emporter et je vous montrerai un secrétaire à la Défense qu'on devrait renvoyer ». ⁷⁰ Le moins qu'on puisse dire au sujet des opinions de Weinberger est qu'elles étaient suffisamment différentes de celles énoncées dans le plan directeur pour soulever des questions concernant les différences entre les déclarations publiques de l'administration et ses politiques réelles. La vérité est que la notion de guerre nucléaire prolongée (« *protracted nuclear war* ») n'a jamais été rejetée pour la simple raison que, en ce qui concerne les opérations de guerre, le fait qu'on suive la logique de la contreforce, d'une part, et la modernisation des armes stratégiques, d'autre part, démontrent amplement qu'en fait la prédominance est devenue la doctrine nucléaire des États-Unis.

Une idée sous-jacente à la modification doctrinale actuelle en faveur de la prédominance était l'autre croyance à l'intérieur de l'administration « qu'il existe une chose telle que la supériorité nucléaire » et que le gouvernement « pourrait déclencher une guerre nucléaire si seulement il pouvait obtenir cette supériorité ». ⁷¹ En outre, une autre hypothèse concernant la prédominance était la suivante :

Pour plusieurs membres de l'équipe Reagan, la supériorité nucléaire est importante non pas parce qu'ils désirent mener et gagner une guerre nucléaire,

67. Voir Richard HALLORAN, « Pentagon Draws Up First Strategy for Fighting a Long Nuclear War », *The New-York Times*, le 30 mai, 1982, p. A1.

68. Voir Richard HALLORAN, « New Weinberger Directive Refines Military Policy », *The New-York Times*, le 22 mars 1983, p. A18.

69. Cité par Theodore DRAPER, « Dear Mr. Weinberger, An Open Reply to an Open Letter? », *The New-York Review of Books*, 29, le 4 novembre 1982, p. 27.

70. Cité par Theodore DRAPER, « Nuclear Temptations », *The New-York Review of Books*, 30, le 19 janvier 1984, p. 46.

71. DRAPER, « Dear Mr. Weinberger... », *op. cit.*, p. 30.

mais parce qu'ils estiment que cette sorte de supériorité peut se traduire en puissance diplomatique et, en cas de crise, leur permettre de forcer l'autre camp à reculer.⁷²

Dans l'un ou l'autre des cas, l'administration estimait que l'acquisition d'une marge de sécurité nucléaire, sinon de la supériorité, comportait certains avantages en ce qui concerne la position contreforce des États-Unis.

B — Les avantages de la prédominance nucléaire

En premier lieu, cette marge de sécurité renforcerait la perception des États-Unis selon laquelle l'équilibre nucléaire est stable, puisque les craintes d'une première frappe par surprise des Soviétiques contre les missiles des Américains basés à terre, contre les bases de bombardiers du commandement des forces aériennes stratégiques et contre les C³ seraient grandement réduites. Par la même occasion, on répondrait aux exigences de certitude technique quant aux capacités de dissuasion nucléaire des États-Unis, y compris les forces préparées aux opérations contreforces en guise de représailles ou de prévention.

En deuxième lieu, le programme de modernisation stratégique américain renverserait les asymétries: ce serait au tour des Soviétiques d'assumer le fardeau de la course aux nouvelles armes contreforces pour contrebalancer les avantages des États-Unis dans l'équation nucléaire. Ce qui importe ici est que les États-Unis, en se procurant des armes contreforces perfectionnées et efficaces, auraient éliminé leur faiblesse actuelle, du point de vue des capacités de destruction des cibles militaires. Par leur recherche actuelle de symétrie des contreforces, les États-Unis en arriveraient probablement à dépasser plus tard les Soviétiques.

En troisième lieu, la doctrine de la prédominance assurerait aux États-Unis la capacité de maîtriser l'escalade de base: en fait, les plans directeurs de 1982 et de 1983 stipulent que les États-Unis doivent être dotés de ce qui suit:

Des forces nucléaires stratégiques et des C₃I d'appui capables de soutenir des contre-attaques nucléaires contrôlées, au cours d'une période prolongée, tout en maintenant une réserve de forces nucléaires suffisante pour riposter aux attaques contre nos villes et nos biens économiques pendant et après cette période.⁷³

Par définition, cette capacité exige une planification opérationnelle permettant de poursuivre l'escalade des échanges de tir contreforce et l'on suppose que plus un camp possède d'armes pour remplir cette mission globale, meilleur est son contrôle sur l'escalade elle-même.

En quatrième lieu, la prédominance fait de la domination dans l'escalade la pièce centrale de la logique stratégique jusqu'au point où les deux notions sont intimement interchangeables. Afin de « l'emporter et d'être en mesure de forcer

72. GELB, *op. cit.*, p. 32.

73. HALLORAN, « Pentagon Draws Up... », *op. cit.*, p. A12.

l'Union soviétique à chercher une fin rapide aux hostilités », les États-Unis doivent dominer le processus d'escalade.⁷⁴ De plus, ce qui est arrivé sous l'administration Reagan est que la domination dans l'escalade semble être devenue une notion politique dominante, en plus d'avoir représenté la doctrine acceptée au sein des services militaires pendant longtemps. Le président et les dirigeants du Pentagone ont souvent semblé considérer qu'il était préférable de posséder plus d'armes que moins, surtout s'il s'agit d'armes affectées à la contreforce, et que la supériorité est préférable à la parité.

En cinquième lieu, bien entendu, les négociations seraient facilitées si les États-Unis avaient une maîtrise effective de la domination dans l'escalade. Le raisonnement sous-jacent à la prédominance était que les États-Unis doivent forcer l'Union soviétique non seulement à « chercher une fin rapide aux hostilités » mais encore atteindre ce but selon des conditions favorables aux États-Unis. Par conséquent, si l'on veut que la domination dans l'escalade donne des résultats, la menace d'attaque contreforce doit être suffisante pour donner aux dirigeants soviétiques un puissant motif de chercher à mettre fin au conflit, avant qu'ils ne déclenchent une attaque globale contre les villes et les biens économiques des États-Unis.⁷⁵

Ces principaux concepts qui dominent l'approche technique américaine de la stratégie nucléaire, sont également prééminents dans la doctrine de la prédominance. Ils renforcent la croyance que, en fait, si les États-Unis possèdent des plans et des armements opérationnels convenables, ils peuvent l'emporter dans une guerre nucléaire en rendant inefficace « l'ensemble de la structure du pouvoir politique et militaire des Soviétiques par des attaques contre les dirigeants militaires et politiques..., contre les forces militaires nucléaires et classiques et contre l'industrie indispensable à la puissance militaire », tout en assurant, « dans la mesure du possible, une limitation des dommages causés aux États-Unis et à leurs alliés ». ⁷⁶ La justification de la prédominance peut être comprise à partir de la tendance culturelle et stratégique américaine à tenter de trouver des moyens techniques pour échapper aux réalités nucléaires. De même, on peut soutenir que, à la suite de l'accumulation de puissance militaire par les États-Unis, on estimait que les déclarations concernant la prédominance auraient une certaine utilité politique. Une évolution de la doctrine nucléaire dans le sens de l'augmentation du soutien à la guerre et à la victoire indiquerait que, s'il le faut, les États-Unis sont prêts à défendre leurs intérêts et à réaffirmer leur puissance dans le monde. Bien entendu, un danger qui subsiste est que, vu les nombreuses armes contreforces sur le point d'être déployées, l'équipe Reagan ou toute administration qui lui succédera pourrait être tentée de vraiment croire à la logique de l'approche technique de la prédominance et à la possibilité de planifier et de mener une guerre nucléaire limitée. Aucune preuve de cette tendance n'est faite à l'heure actuelle, mais il suffit de conclure que le récent perfectionnement de la doctrine nucléaire par le Pentagone correspond à une confiance placée dans la technologie et dans l'acquisition de la force nucléaire, en tant qu'approche efficace et contrôlable pour résoudre les dilemmes nucléaires tels que la supériorité soviétique en missiles basés au sol.

74. *Ibid.*, p. A1.

75. *Ibid.*, p. A12.

76. *Ibid.*; aussi GELB, *op. cit.*, p. 29.

C — L'approche technique et les effets de la prédominance

Il existe certains autres bons exemples des politiques de Reagan en matière d'armes nucléaires qui sont caractéristiques d'une approche technique de la stratégie nucléaire. L'un a trait au financement des programmes de défense. Une critique fréquente entendue au début du premier mandat de Reagan était que le programme ne comportait pas de priorité ni de stratégie cohérente globale en matière de sécurité nationale pouvant guider les dépenses relatives à la défense. De nombreuses personnes ont accusé l'administration de tenter de résoudre les problèmes surtout en leur consacrant plus d'argent. Par exemple, on a cité un spécialiste de la défense, John Collins, du Service de la recherche du congrès, qui a affirmé que les États-Unis ont une stratégie militaire nationale appelée M-O-R-E [PLUS].⁷⁷ Bien que la stratégie nucléaire de Reagan ait un thème (c'est-à-dire la prédominance, elle a aussi été influencée par une conception administrative de la guerre. La preuve de cette conception était manifeste dans des commentaires tels que celui de Richard Allen, premier conseiller en matière de sécurité nationale auprès du président Reagan : « nous n'avons pas besoin d'autres études sur la stratégie... [a-t-il affirmé], tout ce qu'il nous faut, c'est commencer à construire ». ⁷⁸ Le fait est, « qu'au départ, l'administration s'est engagée à utiliser le gros du nouvel argent pour acheter une plus grande partie de l'éventail actuel des systèmes d'armes, au lieu d'adopter une stratégie radicalement nouvelle ». ⁷⁹ Par conséquent, on a consacré à plusieurs armes nucléaires et, en particulier, à la recherche et au développement actuels d'armes contreforces, des sommes d'argent supplémentaires importantes sans faire d'examen sérieux. La disponibilité des fonds a permis officiellement l'incorporation de nombreuses propositions de dépenses dans les présentations budgétaires de Weinberger; par exemple, on a attribué plus d'argent au MX, au bombardier à grand rayon d'action B-1, à la technologie avancée de défense contre les missiles balistiques, aux missiles de croisière tirés depuis le sol et au système de missiles Pershing II, ainsi qu'au commandement et au contrôle militaires des forces nucléaires, un ensemble de programmes qui étaient antérieurement reliés aux missions contreforces. ⁸⁰ Étant donné l'accroissement des sommes d'argent mises à la disposition du Pentagone dès le début de la présidence de Reagan, la question est devenue non pas « quelle devrait être notre stratégie militaire et quels programmes nous aideront à la réaliser? » Elle est devenue plutôt « quel moyen pouvons-nous trouver pour dépenser tout cet argent? » ⁸¹ Par la suite, un ancien adjoint de Reagan a décrit cette situation :

Il n'y avait pas d'analyse de justification ni de programmes à l'appui; ceux-ci devaient être élaborés plus tard. On supposait simplement qu'il existait un

77. Dans *Newsweek*, le 8 juin 1981, p. 38.

78. Cité par Richard HALLORAN, « Reagan as Military Commander », *The New-York Times magazine*, le 15 janvier 1984, p. 57.

79. Nicolas LEMANN, « The Peacetime War », *The Atlantic*, 254, octobre 1984, p. 72.

80. Voir Barry POSEN et Stephen VAN EVERA, « Defense Policy and The Reagan Administration. Departure from Containment », *International Security*, 8, été 1983, pp. 24 à 28.

81. LEMANN, *op. cit.*, p. 72.

besoin urgent et que l'argent serait dépensé efficacement dans les domaines des plus grands besoins militaires.⁸²

La stratégie de la prédominance a apporté une justification supplémentaire aux exigences illimitées d'acquisition d'armes nucléaires contreforces: la perception que pour l'emporter, les forces américaines doivent être meilleures que les forces soviétiques, en cas de guerre nucléaire, ne pouvait aboutir qu'à des demandes plus grandes de dépenses pour la défense. Ici encore, le financement excessif des dépenses militaires correspond à une approche de la guerre basée sur une attitude administrative, selon laquelle les solutions des problèmes signifient souvent le fait de dépenser d'énormes sommes d'argent pour la sécurité nationale sans posséder nécessairement une stratégie clairement énoncée.

Un second exemple de l'approche américaine de la stratégie nucléaire est le programme de protection civile proposé par le président Reagan. Ce programme à long terme de 10 milliards de dollars, qui visait à démontrer que les États-Unis sont préparés à mener une guerre nucléaire et à survivre à celle-ci, a été conçu de façon qu'on puisse, en cas de guerre, déplacer le plus de civils possible, construire des abris pare-souffle pour les travailleurs indispensables et protéger des milliers de fonctionnaires supérieurs du gouvernement afin d'assurer la continuité des fonctions normales de celui-ci.⁸³ L'ensemble de l'approche de la protection civile et, en particulier les opinions de l'organisation fédérale des mesures d'urgence (FEMA), traduisaient et continuaient de traduire la notion de « gestion du sinistre », ce qui signifie que, « moyennant une préparation efficace, les conséquences du sinistre peuvent être réduites et le redressement supporté de façon à ce que l'utilisation des armes nucléaires, si elle n'est pas perçue comme étant sans danger, puisse au moins être considérée comme acceptable ». ⁸⁴ En fait, lorsqu'on examine les détails des nombreux plans décrits par la FEMA, il devient manifeste que toute l'idée de la protection civile est un exercice technique d'utilité douteuse. Par exemple,

la FEMA soutient que si ses plans sont adoptés, il y aura 180 millions de survivants (80 p. 100 de la population) et que la société se redressera en « quelques » années. La FEMA obtient ces estimations optimistes en décomposant chaque aspect de son programme en parties « plus simples », et en calculant le « potentiel » de « sauvetage de vies » de chacune. Quantifiant ce qui peut l'être et négligeant le reste, les modèles informatiques optimistes et les compilations simples de la FEMA présentent un point de vue déformé de la guerre nucléaire. Après avoir examiné les plans de cette organisation, un dirigeant local de la protection civile a conclu qu'ils ne représentent pratiquement que « des couches stratifiées de tromperie ». ⁸⁵

82. Richard STUBBING, « The Defense Program: Buildup or Binge? », *Foreign Affairs*, 63, printemps 1985, p. 849.

83. Voir The Center for Defense Information, « President Reagan's Civil Defense Program », *The Defense Monitor*, 11, 5, 1982, 8 p.

84. J. LEANING et L. KEYES, « The Singularity of Nuclear War: Paradigms of Disaster Planning », dans LEANING et KEYES, éd., *The Counterfeit Ark, Crisis Relocation for Nuclear War*, Cambridge, Ballinger, 1984, p. 22.

85. The Center for Defense Information, *op. cit.*, p. 5.

Le programme de protection civile de Reagan est une autre preuve du rejet technique par l'administration de la probabilité élevée qu'une guerre nucléaire entraîne la destruction assurée des deux superpuissances, ainsi que du fait que chaque gouvernement tient l'autre société en otage.⁸⁶ Le programme indique plutôt un intérêt prononcé et certain pour la mise au point d'une capacité de « défense passive » pouvant protéger efficacement la population des États-Unis contre les attaques soviétiques et permettre aux militaires de mener des opérations contreforces visant à limiter le conflit nucléaire.

Une troisième illustration de la conception technique américaine de la stratégie nucléaire est l'approche actuelle de la maîtrise des armements, qui peut parfois faire l'objet de critiques, dans la mesure où elle encourage l'adoption d'un point de vue technique, qui subordonne les aspects plus subtils, plus politiques et plus stratégiques de la limitation des armements à la conception de solutions techniques ingénieuses. Un exemple d'une telle solution technique est une formule complexe, qui fut appelée la « double réduction » et selon laquelle l'arsenal de chaque camp passerait de 8 000 à 5 000 ogives et serait réduit graduellement selon son « potentiel destructeur » global. Pour calculer ce facteur potentiel, toutes les armes ont été mesurées dans des « stations d'armes types », un genre d'unité de compte. Christopher Paine explique le procédé :

Conçu par Glen Kent, un général de la force aérienne à sa retraite, une station d'armes type est une nouvelle unité de compte qui permet de comparer le potentiel de destruction global des forces nucléaires en évaluant la capacité de transport d'armes d'un système donné de différentes façons, à savoir selon le nombre d'armes déclarées, le nombre d'armes essayées ou configurées aux fins de bombardement, la capacité d'emport d'un missile divisé par une constante d'armes types, le volume d'un missile divisé par une constante ou le poids brut d'un bombardier au décollage divisé par différentes constantes selon ce que le bombardier transporte, et de choisir ensuite la plus grande de ces valeurs comme étant le compte de la station d'armes pour ce système.⁸⁷

Il ne fait aucun doute qu'en raison de calculs semblables, les pourparlers sur la réduction des armements stratégiques (START) ont demandé beaucoup de temps, qu'ils continueront de le faire et qu'ils seront probablement infructueux tant que les Soviétiques envisageront la question du contrôle des armements d'une façon différente de celle des Américains.⁸⁸ À vrai dire, les armes contreforces encouragent le contrôle technique des armements (et vice versa) parce que, dans une grande mesure, comme cela se produit dans les négociations concernant les armes classiques, on met l'accent sur les quantités et les performances de l'armement nucléaire d'une façon très détaillée et avec une attention extrême, sinon excessive. Un aspect

86. Voir J. LEANING et M. LEIGHTON, « The World According to FEMA », *The Bulletin of the Atomic Scientists*, 39, juin-juillet 1983, p. 1S à 7S.

87. Christopher PAINE, « Breakdown of the Build-down », *The Bulletin of Atomic Scientists*, 39, décembre 1983, p. 5.

88. Voir Alton FRYE, « Strategic Build-Down: A Context for Restraint », *Foreign Affairs*, 62, hiver 1983-1984, pp. 293 à 317; L.S. HULETT, « Start, Stops, and Nuclear Strategy », *The Journal of Strategic Studies*, 7, juin 1984, pp. 154 à 168; Strobe TALBOTT, « Buildup and Breakdown », *Foreign Affairs*. America and the World 1983, 62, 3, 1984, pp. 587 à 615.

tragique de la diplomatie nucléaire des trente dernières années, comme l'a souligné Freeman Dyson, a été que, « selon la perception de la population, quant aux ententes concernant le contrôle des armements, des questions techniques peu importantes détournent l'attention des vastes objectifs politiques ». ⁸⁹ Les formules utilisées dans la proposition de « double réduction » confirment cette opinion. En fait, la première administration Reagan a cherché dans les négociations sur le contrôle des armements et, en particulier, dans les pourparlers sur la réduction des armements stratégiques, non pas une simple réglementation de la course aux armes nucléaires, comme l'ont fait les administrations précédentes, mais une restructuration technique complète des forces stratégiques soviétiques. En demandant à Moscou de réduire radicalement le nombre de ses missiles basés à terre, Washington a donné l'impression nette que sa politique nucléaire visait à façonner la politique soviétique conformément aux intérêts stratégiques américains. Jusqu'à présent, il est facile de comprendre que cette attitude a rendu à la fois peu intéressant et inacceptable pour l'URSS un accord sur n'importe quelle proposition de contrôle des armements formulée par le gouvernement des États-Unis. ⁹⁰

D — L'érosion du consensus stratégique américain

L'effet de l'approche de Reagan en matière de stratégie et de doctrine nucléaires, ainsi que de contrôle des armements, de 1981 à 1984, a été de détériorer très gravement le consensus stratégique américain sur la dissuasion nucléaire. Le triomphe ultime de la conception technique de la guerre nucléaire, au cours de ces quatre ans, est attribuable à une tendance croissante des stratèges nucléaires (à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement) depuis le début des années 1970 à adopter des concepts associés à la guerre nucléaire limitée. Dans une certaine mesure, des notions comme celles de l'emploi limité d'armements nucléaires, de la domination dans l'escalade et de la dissuasion à l'intérieur de la guerre, ont suscité chez la population une plus grande crainte de la guerre nucléaire que de la puissance militaire soviétique. ⁹¹ Par conséquent, la substitution de modèles de stratégie nucléaire abstraits et idéalisés à la réalité de la course aux armements nucléaires peut avoir eu, à la longue, un effet des plus pernicieux. Arthur Schlesinger a fait observer ce qui suit :

De nos jours, les jeux de guerre sont joués par les États-majors généraux avec une telle intensité qu'ils en viennent à être pris non pas pour des spéculations mais pour des prédictions. La grande métaphysique de la dissuasion, en concentrant l'attention sur les éventualités les plus éloignées, telles qu'une première frappe soviétique contre les États-Unis ou une invasion par surprise de l'Europe occidentale, font tout à coup d'événements si improbables la force qui régit les décisions concernant les budgets, les armes et le déploiement...

89. DYSON, *op. cit.*, p. 173.

90. Voir Christopher BERTRAM, « Arms Without Control », *Arms Control Today*, 14, octobre 1984, p. 1 et 4 à 7; Strobe TALBOTT, *Deadly Gambits*, New-York, Knopf, 384 p.

91. Daniel YANKÉLOVICH et John DOBLE, « The Public Mood: Nuclear Weapons and the U.S.S.R. », *Foreign Affairs*, 63, automne 1984, pp. 33 à 46.

La réalité disparaît dans le monde hallucinatoire où les théologiens de la stratégie calculent combien d'ogives peuvent être placées en équilibre sur la tête d'une épingle. Il y a peu de choses qui me semblent plus dangereuses que le fantasme actuel d'une guerre nucléaire contrôlée et échelonnée, dans laquelle les généraux règlent l'escalade nucléaire comme des grands maîtres des échecs. Ne nous laissons pas mystifier par les modèles. Une fois franchi le seuil nucléaire, c'est la fin de la partie.⁹²

Une autre raison de la rupture du consensus a été le ton belliqueux de plusieurs des déclarations de la première administration Reagan sur la guerre nucléaire. À la fin de 1981, Reagan lui-même a donné le ton à une grande partie des protestations nucléaires qui ont suivi, lorsqu'il a exprimé l'opinion qu'il « pouvait envisager la possibilité d'un échange de tir d'armes tactiques contre les troupes en campagne [en Europe] sans que cela entraîne l'une ou l'autre des grandes puissances à presser sur le bouton ».⁹³ Il n'est donc pas étonnant que la croissance du mouvement anti-nucléaire n'ait été attribuable qu'à une réaction compréhensible contre ce type de discours politique, qui laisse croire à la plausibilité d'une guerre nucléaire limitée, et au rejet de la doctrine nucléaire américaine de la prédominance.

La prise de conscience de plus en plus grande par la population de la politique de Reagan sur les armes nucléaires et sa préoccupation à cet égard se manifestèrent de plusieurs façons. Par exemple, la publication du livre de Jonathan Schell intitulé *The Fate of the Earth* (Le destin de la terre), une analyse cauchemardesque des effets de la guerre nucléaire, contribua à susciter l'opposition de la population à l'approche adoptée par le gouvernement en matière de stratégie nucléaire.⁹⁴ Le mouvement pour le gel des armements nucléaires acquit énormément d'influence en 1982, année où environ 800 000 personnes se sont réunies à New York, le 12 juin, pour protester contre la course aux armements nucléaires, et lors des référendums à l'appui d'un gel des armements nucléaires, qui remporta le scrutin dans huit états sur neuf et dans vingt-neuf villes et comtés des États-Unis, lors des élections législatives intérimaires de novembre. Une inquiétude croissante était également manifeste lorsque les évêques catholiques des États-Unis, qui constituent traditionnellement un groupe assez conservateur, rédigèrent un projet de lettre pastorale sur les armes nucléaires qui a été largement perçu comme étant opposé à la politique de l'administration.⁹⁵ Enfin, en novembre 1983, la présentation d'un film télévisé concernant les séquelles d'une guerre nucléaire et intitulé « *The Day After* », ainsi que la publication des premiers résultats d'une étude scientifique concernant l'existence probable d'un « hiver nucléaire » après n'importe quel type d'attaque de plus de 5 000 mégatonnes, aggravèrent l'inquiétude populaire au sujet de l'application de la stratégie nucléaire par le gouvernement des États-Unis.⁹⁶ Par consé-

92. Arthur SCHLESINGER, « Foreign Policy and the American Character » *Foreign Affairs*, 62, automne 1983, p. 11.

93. Cité par PRINGLE et ARKIN, *op. cit.*, p. 247.

94. Voir Jonathan SCHELL, *The Fate of the Earth*, New-York, Avon Books, 1982, 244 p.

95. Voir The National Conference of Catholic Bishops, « The Challenge of Peace: God's Promise and our Response » (The Pastoral Letter on Nuclear War), *The New-York Times*, le 5 mai 1983, p. B16.

96. Sur l'hiver nucléaire, voir Richard TURCO *et coll.*, « The Climatic Effects of Nuclear War », *Scientific American*, 251, août 1984, pp. 23 à 33.

quent, si Carter a été perçu comme franchissant le Rubicon des opérations de guerre nucléaire, Reagan fut jugé comme abordant cette terre inconnue dans une disposition assez proche de la joie et de l'optimisme et en est venu à être considéré comme insouciant et insensible aux questions nucléaires, indiscipliné même lorsqu'il se montre raisonnable, plus préoccupé d'établir sa crédibilité à Moscou que de mériter la confiance de l'Europe ou de l'Amérique.⁹⁷

IV – CONCLUSION

De 1974 à 1984, le cercle s'est refermé. La première administration Reagan, convaincue que l'Union soviétique avait acquis une grande supériorité militaire au moyen d'une accumulation de moyens militaires non limités par le contrôle des armements, a cherché à rétablir la puissance militaire américaine. Vu l'échelle et le type de forces que la doctrine de la compensation semblait exiger, il est difficile de ne pas conclure que Reagan a tenté d'abandonner les certitudes de la dissuasion en tant que stratégie nucléaire pour courir le risque d'adopter des positions nucléaires encourageant les opérations de guerre et la victoire. Ce que l'administration a cherché, dans son examen de la doctrine nucléaire des États-Unis, était une façon de redonner une marge de supériorité caractéristique d'un équilibre militaire satisfaisant pour une puissance de statu quo dont la position globale est menacée. Mais jusqu'à présent, les solutions techniques des options nucléaires limitées, de la stratégie de la compensation, celle de la prédominance et de la guerre nucléaire prolongée n'ont pas modifié l'interaction fondamentale, politique et stratégique, entre les superpuissances et n'ont pas entraîné d'appui global de la population au but de la stratégie nucléaire des États-Unis. On n'a donc pas réussi, au moyen de l'approche technique, à mener à bien les tentatives pour échapper à la réalité de la destruction mutuelle assurée en cas de conflit nucléaire. [Traduit de l'anglais]

97. Steven ROSENFELD, « Testing the Hard Line », *Foreign Affairs*. America and World 1982, 61, février 1983, pp. 489 à 510.